

Résolutions votées à la conférence de Kienthal

(24-30 avril 1916)

Le prolétariat et la paix

En conclusion des délibérations, la résolution suivante a été adoptée à l'unanimité en votation finale :

①

1. - La guerre actuelle est la conséquence des antagonismes impérialistes, résultant du développement du régime capitaliste. Les forces impérialistes s'emploient à exploiter dans leur intérêt les problèmes de nationalité demeurés sans solution, les aspirations dynastiques et tout ce qui survit du passé féodal. Le vrai but de la guerre est de provoquer une nouvelle répartition des possessions coloniales et de déterminer la soumission des pays en retard dans leur développement économique.
2. - La guerre ne pouvant supprimer ni le régime capitaliste ni ses manifestations impérialistes, ne peut non plus éliminer les causes de guerres futures. Elle renforce l'oligarchie financière, elle est incapable de résoudre les anciens problèmes de nationalité et de mettre fin à la lutte pour l'hégémonie mondiale. Elle complique au contraire tous ces problèmes et crée de nouveaux antagonismes qui augmentent encore la réaction économique et politique, renferment les germes de guerres futures.
3. - C'est pourquoi, en affirmant que la guerre se propose une paix durable, les gouvernements et leurs agents bourgeois social-nationalistes ne tiennent pas compte des conditions nécessaires à la réalisation de ce but ou faussent sciemment la vérité. Dans un régime capitaliste, les annexions, les alliances économiques et politiques des États impérialistes, pas plus que les tribunaux d'arbitrage obligatoire, les limitations des armements, et ce qu'on appelle démocratisation de la politique étrangère, ne peuvent assurer une paix durable.
4. - Les annexions réalisées par la violence excitent la haine parmi les peuples, produisent de nouvelles causes de conflits et de heurts. Les alliances politiques et les coalitions des puissances impérialistes, c'est là un moyen propre à prolonger, à étendre la guerre économique en provoquant de conflagrations mondiales toujours plus graves.
5. - Les projets tendant à supprimer les dangers de guerre par la limitation générale des armements, par l'arbitrage obligatoire, supposent l'existence de sanctions efficaces généralement reconnues, l'existence d'une force matérielle capable d'équilibrer les intérêts antagonistes des États - et d'imposer à ceux-ci son autorité. Mais de telles sanctions et une telle autorité n'existent pas et le développement capitaliste qui aggrave encore les antagonismes entre les bourgeoisies des différents pays ou de leurs coalitions, ne nous donne aucun espoir pour l'avènement d'une telle puissance médiatrice. Le véritable contrôle démocratique sur la politique étrangère suppose une démocratisation complète de l'État moderne; le prolétariat trouverait en lui une arme utilisable dans sa lutte contre l'impérialisme mais jamais un moyen décisif susceptible de transformer la diplomatie en un instrument de paix.
6. - C'est pour ces raisons que la classe ouvrière doit repousser les propositions fantaisistes des pacifistes bourgeois et des socialistes nationalistes qui remplacent de vieilles illusions par de nouvelles : ils leurrent ainsi les masses en les détournant du chemin de la lutte de classe et en faisant le jeu de la politique jusqu'aboutiste.

②

7. - Si le régime capitaliste est incapable d'assurer une paix durable, seul le socialisme créera des conditions nécessaires à sa réalisation. En effet, en abolissant la propriété privée des moyens de production, le socialisme élimine en même temps que l'exploitation des masses par les classes possédantes, l'oppression des peuples et, par ce fait même, les causes de la guerre. C'est pourquoi la lutte pour une paix durable n'est, en somme, que la lutte pour la réalisation du socialisme.
8. - Chaque fois que la classe ouvrière renonce à la lutte de classe en se solidarisant avec ses exploités, en subordonnant ses aspirations à celles des gouvernements et des classes dirigeantes, elle s'éloigne de son but : la réalisation de la paix durable. En agissant ainsi, la classe ouvrière confie aux classes capitalistes et aux gouvernements bourgeois une tâche qu'elle seule peut mener à bonne fin; pire encore, elle livre à la boucherie de la guerre ses meilleures forces, et voue ainsi à la destruction les éléments les plus sains et les plus capables qui, en temps de guerre comme en temps de paix, devraient être appelés en premier lieu à la lutte pour le socialisme.

③

9. - Conformément aux décisions des congrès internationaux de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle, l'attitude du prolétariat à l'égard de la guerre ne saurait être déterminée par la situation militaire ou stratégique des pays belligérants. Le devoir vital du prolétariat est donc de demander dès maintenant l'armistice immédiat pour entamer les pourparlers de Paix.
10. - Selon que cet appel trouvera un écho dans les rangs du prolétariat international, suscitant une action vigoureuse dont le but est le renversement de la domination capitaliste, la classe ouvrière réussira à bâter la fin de la guerre et à influencer sur les conditions de la paix. Si la classe ouvrière ne répond pas à cet appel, les conditions de la paix future seront fixées par les gouvernements, les diplomates, les classes dirigeantes, sans aucun égard aux intérêts et aux aspirations des peuples.
11. - Dans la lutte révolutionnaire des masses pour les aspirations socialistes et pour la libération de l'humanité du fléau capitaliste militariste, le prolétariat doit, en même temps, s'opposer à toutes les velléités annexionnistes. Le prolétariat ne considère pas la configuration politique du monde telle qu'elle était avant la guerre comme répondant aux intérêts des peuples, mais il s'oppose à tout remaniement arbitraire des frontières, même dans le cas où, sous le prétexte de libérer les peuples, on voudrait constituer des États mutilés, pourvus d'une indépendance fictive et soumis à un véritable vasselage. Le socialisme lui-même tend à supprimer toute oppression nationale par l'union politique et économique des peuples sur des bases démocratiques - union irréalisable dans le cadre de la société capitaliste. Mais ce sont précisément les annexions -

quelle qu'en soit la forme - qui rendent cette tâche difficile, lorsqu'en démembrant les peuples, en les écartelant, et en les incorporant aux grands États capitalistes, on rend plus pénibles les conditions de la lutte prolétarienne.

12. - Aussi longtemps que le socialisme n'apporte pas la liberté et l'égalité des droits de tous les peuples, le constant devoir du prolétariat est de lutter résolument contre toute oppression nationale, contre toute violence à l'égard des peuples plus faibles, pour obtenir par la lutte de classe leur autonomie sur une base entièrement démocratique, ainsi que la protection des minorités nationales.
13. - Les indemnités de guerre exigées par les puissances impérialistes ne sont pas conciliables avec les intérêts du prolétariat. De même que les classes dominantes de chaque pays cherchent à faire peser les dépenses de guerre sur les épaules de leur propre classe ouvrière, elles tenteront aussi de rejeter le poids des indemnités de guerre sur le prolétariat des pays vaincus. Cet état de choses nuirait aussi bien aux travailleurs du pays vainqueur, car l'aggravation des charges économiques et sociales de la classe ouvrière d'un pays donné aurait sa répercussion inévitable sur celle des autres pays et rendrait plus difficiles les conditions de la lutte de classe internationale. L'action du prolétariat d'une nation ne consiste pas à rejeter les charges économiques et financières de la guerre sur les ouvriers d'une autre nation, mais à les faire peser sur les possédants de tous les pays par l'abolition de la Dette publique.
14. - La lutte contre la guerre et l'impérialisme s'intensifiera de plus en plus par suite des souffrances et des ruines causées par les fléaux de l'époque impérialiste. Le socialisme développera et dirigera le mouvement des masses contre la cherté de la vie, pour les revendications des travailleurs agricoles, contre le chômage, les nouveaux impôts et contre la réaction politique jusqu'à ce qu'il aboutisse à la lutte internationale pour le triomphe final du prolétariat.

Le Bureau Socialiste International et la guerre

La conférence a voté à l'unanimité la résolution suivante :

Considérant que le Comité du Bureau socialiste international a gravement manqué à son devoir, le plus nettement et le plus explicitement établi par les résolutions des congrès internationaux, en se refusant obstinément de convoquer la réunion plénière du Bureau, malgré les instances répétées des différentes sections nationales :

Que, de cette manière, le Comité exécutif non seulement n'a rien fait pour remédier à la crise profonde traversée par l'Internationale mais au contraire l'a approfondie, en se faisant le complice du reniement des principes, de la politique de la soi-disant défense nationale et de l'« union sacrée » qui a réduit l'Internationale à un état de dispersion et de honteuse impuissance;

Que cette complicité du Comité exécutif a trouvé son expression la plus frappante dans le fait que son président¹ a cru pouvoir cumuler en sa personne la qualité de ministre d'État d'une puissance belligérante et celle de président du B.S.I., abaissant par là l'organe central de l'Internationale ouvrière au rôle indigne d'un instrument servile, d'un otage d'une des coalitions impérialistes;

Considérant que ce n'est qu'après vingt mois de guerre, devant l'indignation croissante des masses se libérant du cauchemar chauviniste, que le Comité exécutif s'est avisé de la nécessité de convoquer le Bureau;

Considérant que cette tentative est accompagnée de la sanction donnée d'avance à la lutte fratricide des peuples, justifiée par la soi-disant défense nationale;

Que le Comité exécutif, tout en accordant l'absolution à tous ceux qui ont abandonné le drapeau socialiste, s'acharne en même temps à combattre les éléments révolutionnaires de l'Internationale qui se sont retrouvés dans la mêlée et se sont tendu la main pour inaugurer la lutte contre la guerre impérialiste;

Que, de la sorte, cette tentative de reprendre les relations entre les sections nationales revêt le caractère d'une paix séparée entre les social-nationalistes;

Qu'étant donnés les contacts totalement contraires aux principes du socialisme qui se sont établis pendant la guerre dans la plupart des pays belligérants entre les gouvernements et les dirigeants du socialisme nationaliste, il est à craindre que le Comité exécutif du B.S.I. pourrait, dans certaines conditions, convoquer le Bureau au moment où cette convocation correspondrait aux visées politiques de l'une ou des deux coalitions impérialistes,

La seconde conférence socialiste internationale de Zimmerwald

- *Invite* les sections affiliées à la Commission socialiste internationale de Berne à suivre avec une attention soutenue les démarches du Comité exécutif ;
- Exprime sa profonde conviction que l'Internationale ne pourra se relever comme véritable puissance politique de la débâcle qu'à mesure que le prolétariat mondial, se libérant des influences impérialistes et chauvines, reprendra la voie de la lutte sociale et de l'action des masses.

①

Pour le cas où la séance plénière du Bureau serait convoquée, les délégués des partis adhérant à Zimmerwald devront dévoiler les intentions réelles des représentants du socialisme nationaliste tendant à détourner le prolétariat de ses buts, et opposer à cette duperie concertée les principes fondamentaux sur la base desquels l'opposition internationaliste s'est constituée dans tous les pays.

②

Au cas où le Comité exécutif convoquerait une réunion du Bureau, la C.S.I. de Berne devrait s'efforcer de réunir la Commission élargie pour se concerter au sujet d'une attitude identique des zimmerwaldiens.

③

La Conférence reconnaît le droit des sections socialistes nationales adhérant à Zimmerwald de demander la convocation du Bureau socialiste international.

¹ Allusion à Vandervelde.

L. Trotsky :

Projet de manifeste pour la Conférence de Kienthal

Janvier 1916

Cinq mois se sont écoulés depuis la Conférence de Zimmerwald où nous, socialistes d'Europe, avons lancé un cri d'indignation et d'appel. Cinq nouveaux mois de guerre ont passé, l'un après l'autre, sur l'humanité, et chacun de ces mois a vu les peuples acharnés à poursuivre leur propre extermination, leur propre ruine au milieu des carnages, supportant sans révolte l'œuvre hideuse d'un militarisme déchaîné qui ne peut plus être maîtrisé par les mains sanglantes des maîtres actuels des nations d'Europe. L'extermination automatique de la fleur des peuples a poursuivi sa voie durant ces longs mois. De nouveaux milliards, par dizaines, extraits de la richesse collective par des emprunts de guerre ont été engloutis, consacrés exclusivement à la destruction de vies humaines et des conquêtes de la civilisation.

Si le cerveau humain travaille encore dans ce cercle infernal, ce n'est plus pour perfectionner et inventer des engins d'extermination. Le problème qui préoccupe actuellement les dirigeants, les savants, les inventeurs de tous les pays, consiste à trouver le moyen d'anéantir des armées entières au moyen de gaz empoisonnés. Mais les porte-parole des classes dirigeantes stupidement obstinées ou ivres de sang, ne cessent de répéter que la guerre doit être menée « jusqu'au bout », jusqu'à la victoire complète, jusqu'à ce que la guerre ait trouvé la solution de toutes les questions qui l'ont provoquée. Cependant, en fait, la solution définitive s'éloigne de plus en plus, les opérations militaires s'étendent sur de nouveaux fronts et sur de nouveaux territoires, et chaque nouveau développement a pour conséquence et pour caractéristique l'enchevêtrement de problèmes nouveaux en même temps qu'il ravive d'anciennes plaies.

Durant cette période, la Bulgarie est entrée en guerre malgré l'attitude courageuse de la jeune social-démocratie bulgare. La Serbie et le Monténégro se sont trouvés dépouillés, sous la poussée des armées austro-allemandes, de la pitoyable indépendance que leur laissaient encore leurs propres dynasties criminelles et les exigences impérieuses des grandes nations belligérantes. La neutralité de la Grèce est violée par ceux-là mêmes qui, dans un boniment de parade foraine, se posent en champions du Droit et en défenseurs des faibles. Le tsarisme se conduit en mai en Perse et y étend sa propre tyrannie, se dédommageant ainsi à l'Est de ses insuccès à l'Ouest. Enfin l'Angleterre, dont la bourgeoisie dénonçait le militarisme d'autant plus qu'elle cultivait le navalisme, s'est trouvée contrainte, par la logique de la guerre, d'imposer aux masses populaires le fardeau du service militaire obligatoire.

Telles sont les nouvelles conquêtes de la guerre qu'on persiste à qualifier de libératrice des deux côtés des tranchées.

Se résignant à ces crimes, et même y contribuant et les défendant les organisations centrales, socialistes et ouvrières, liées à leurs classes dirigeantes dès août 1914, sont tombées de plus en plus bas, au cours de ces cinq mois, dans l'abdication socialiste.

Leur rôle fut réduit exclusivement à transformer tout l'acquis politique et moral du socialisme obtenu au prix du sang des martyrs, efforts créateurs des hommes de pensée et des sacrifices héroïques des masses, en une arme de conservation de l'État bourgeois, de protection des classes dirigeantes ébranlées jusque dans leurs racines par leurs propres crimes. Dans l'histoire de l'humanité, qui avait déjà connu la soumission du christianisme, puis celle de la Réforme et ensuite celle de la démocratie aux intérêts des classes dirigeantes, il ne pouvait y avoir de trahison plus éclatante, de crime plus grand, de chute plus honteuse que cet asservissement du socialisme officiel à la bourgeoisie, à l'heure de son sanglant déclin.

Devant les prolétaires d'Europe, nous flétrissons cette union de violence bourgeoise et de la trahison socialiste comme une menace redoutable pour la cause du socialisme et pour les progrès de l'humanité. Nous flétrissons la politique des social-patriotes qui, tout en aidant directement et indirectement leur gouvernement à écraser le socialisme révolutionnaire dans leur pays, approuvent et encouragent l'opposition dans les pays ennemis et s'efforcent, par la confusion corruptrice ainsi créée, de préserver leur réputation socialiste aux yeux des masses qui aujourd'hui s'éveillent.

Entre ceux qui sont restés sous le drapeau de la révolution sociale et les social-patriotes, mercenaires prisonniers ou esclaves volontaires de l'impérialisme, se placent les partisans d'un armistice socialiste, sans principes et sans clairvoyance. Au nom de l'unité socialiste et ouvrière, ils demandent à la minorité de désarmer devant les social-patriotes exactement comme ceux-ci ont désarmé, au nom de l'union sacrée, devant nos ennemis de classe.

Quand le destin du socialisme est en jeu, nous ne pouvons ni ne voulons connaître un pareil armistice. Et si notre lutte intérieure met en danger l'unité des organisations socialistes, la responsabilité en retombe sur ceux qui, profitant de la désorganisation prolétarienne provoquée par la guerre, foulent aux pieds les principes fondamentaux du socialisme. La défense de la patrie, la défense nationale que les social-patriotes invoquent sans cesse ne sont en réalité qu'un nœud coulant que la bourgeoisie (aidée par les social-patriotes) a passé au cou de la classe ouvrière : il faut briser ce lien qui irait se resserrant sans cesse.

Le prolétariat ne peut pas ne pas aspirer à assurer l'indépendance des nations. Mais il doit le faire non en soutenant le militarisme capitaliste qui le ronge, mais par la lutte ouverte contre lui. Notre voie n'est pas la guerre au côté des gouvernants mais la révolution contre eux.

La garde social-patriote de la bourgeoisie, craignant le mécontentement et la révolte du prolétariat, essaie maintenant, par l'intermédiaire de l'ancien Bureau socialiste international de préparer, derrière le dos des masses socialistes trompées, la reconstitution de rapports fictifs entre les partis socialistes officiels des pays belligérants. Une main rivée au char du militarisme nationaliste, les social-patriotes se préparent à se tendre l'autre main et à joindre leurs efforts pour étouffer, au cœur des masses, la conscience socialiste désormais réveillée, par le moyen d'une mauvaise contrefaçon de la solidarité internationale. Nous mettons les ouvriers en garde contre cette politique hypocrite : une nouvelle Internationale ne pourra être édiflée que sur la base des principes inébranlables du socialisme révolutionnaire; à sa création, ne pourront prendre part les alliés des gouvernants, les ministres, les députés domestiqués, les avocats de l'impérialisme, les agents de la diplomatie capitaliste, les fossoyeurs de la Deuxième Internationale.

Une lutte sans merci contre le nationalisme, le rejet définitif des crédits militaires indépendamment de la situation stratégique et diplomatique du pays, la dénonciation impitoyable des mensonges de la défense nationale et de l'union sacrée, la mobilisation des prolétaires pour l'attaque révolutionnaire contre la société bourgeoise – telles sont les conditions nécessaires pour la création d'une véritable Internationale socialiste. Cette politique, résolument socialiste et révolutionnaire, est la seule qui puisse assurer au

prolétariat une influence à l'issue de la guerre, ainsi que sur les rapports internationaux qui s'établiront après le rétablissement de la paix.

Les social-patriotes déclarent, du haut des tribunes parlementaires, qu'ils sont opposés aux annexions. Certains d'entre eux ajoutent qu'ils sont partisans du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Mais ces belles phrases ne changent rien au fait certain que les social-patriotes travaillent de toutes leurs forces à assurer la victoire à leur militarisme national, et, par conséquent, préparent inévitablement des annexions brutales : on ne peut pas lutter vraiment contre les annexions sans combattre leur instrument qui est le militarisme; il est impossible de protéger l'indépendance des peuples tout en aidant le capitalisme armé à la détruire.

En projetant des annexions territoriales en Europe, en attendant à l'indépendance des nations à Belgrade et à Salonique, à Bruxelles et à Téhéran, les gouvernants des deux groupes antagonistes s'efforcent de préparer en même temps la division de l'Europe de demain en deux puissants blocs économiques, séparés par le fil barbelé des tarifs douaniers. Entre ces deux trusts d'États gigantesques éclatera, dès le lendemain de la conclusion de la paix, une bataille commerciale incessante et implacable. Cette perspective, aussi bien que les annexions, promet aux leurs d'Europe, épuisés par la guerre, une nouvelle aggravation de leurs conditions de vie, un renforcement du militarisme, de la dictature (les banques et des trusts, l'arrêt de la législation sociale et une réaction politique forcenée. La lutte contre les tranchées douanières qui ont pour effet d'accélérer la désorganisation de l'économie européenne ne peut être menée que simultanément avec la lutte contre les tranchées du militarisme. La lutte contre la tyrannie politique, contre les armées permanentes, contre la diplomatie secrète et pour la démocratisation de tous les États européens est la condition première de l'unification politique et économique de l'Europe.

Ouvrières et ouvriers !

Si la guerre enfantée par l'impérialisme dévaste l'Europe, une paix conclue par les nationalistes actuellement au pouvoir ne pourra que renforcer et accroître l'hostilité entre les nations et être la cause de nouvelles catastrophes de plus en plus dévastatrices. Si nous n'avons pas su empêcher la guerre, nous sommes tenus de faire tous nos efforts pour imposer aux belligérants notre paix. A la puissance des dirigeants qui se nourrit de notre passivité et de notre soumission, nous devons opposer notre force à nous : la conscience révolutionnaire et la volonté de lutter sans merci. Nous vous appelons à cette tâche. Assez de patience ! Assez de silence ! Que la parole de colère et de révolte retentisse partout ! Que l'acte suive la parole !

Entendez-vous ! Ouvrières et ouvriers d'Europe ! Si une faible partie seulement de ces sacrifices, de ces vies, de ce sang que la guerre exige avait été sciemment consentie à la cause du socialisme, l'Europe eut été tôt libérée du honteux régime d'oppression et d'exploitation, et nous aurions la certitude de voir nos fils entrer dans le royaume du travail et de la justice. Sachez donc trouver en vous la résolution de donner toutes vos forces et, s'il le faut, votre liberté et votre vie même pour le salut de l'humanité !

Luttez contre les absurdes et immenses sacrifices que la guerre exige sans répit et sans fin, contre le militarisme déchaîné, contre la barbarie et la lâcheté des dirigeants, lutez sans hésitation, sans trêve, de toutes vos forces !

A bas la guerre ! A bas les annexions ! les contributions de guerre ! Vive la liberté et l'indépendance des nations ! Vive l'union économique des peuples !

Vive la Révolution !

Vive le Socialisme !

*Naché Slovo
Vie Ouvrière*